

population active de 152,000 personnes, aient confiance dans les habitudes de dépense d'un gouvernement qui s'en remet plus que jamais aux prestations d'assurance-chômage et de bien-être social.

Au cours des 15 dernières années, les dépenses publiques ont augmenté au rythme sans précédent de 59 p. 100, et c'est triste à dire pour ceux qui soutiennent le gouvernement pour sa politique d'austérité. Le gouvernement doit maintenant emprunter un dollar sur quatre qu'il dépense, et il doit encore payer pour l'argent qu'il emprunte. On a prévu que les frais d'intérêt sur la dette durant le dernier exercice financier atteindraient 16.7 milliards de dollars, soit l'équivalent d'un dollar de recettes sur trois. Il n'est donc pas étonnant que les jeunes Canadiens entrevoient l'avenir avec inquiétude. N'y a-t-il pas un point où des députés responsables se refuseront à donner plus longtemps carte blanche à un gouvernement qui n'a aucun scrupule à hypothéquer l'avenir de mes enfants et petits-enfants? Et pourtant, le gouvernement, insatiable sur le plan financier, refuse d'écouter les suggestions l'invitant à dépenser sagement.

Le gouvernement a déjà reconnu, par la voix du secrétaire d'État (M. Joyal), que le secteur bénévole du pays peut créer des emplois durables en dépensant beaucoup moins de deniers publics. Le gouvernement reconnaît devoir dépenser près de \$120,000 alors que le secteur du bénévolat a déjà fait la preuve, comme le secrétaire d'État l'a admis, qu'il pouvait créer les mêmes emplois pour \$35,000 à \$40,000. Le gouvernement admet qu'il n'utilise absolument pas les capacités du secteur du bénévolat pour former et recycler des Canadiens. Il dit vouloir agir seul et ne vouloir stimuler ni le secteur privé ni le secteur du bénévolat.

Dans un article de la livraison de ce matin du *Globe and Mail*, intitulé «Mise en garde de l'entreprise: pas d'augmentation délibérée des dépenses», Thomas Walkom écrit ce qui suit:

Il y a deux raisons pour s'opposer à l'augmentation des déficits gouvernementaux. La première est d'ordre économique; les déficits absorbent les épargnes qui auraient pu être utilisées par les emprunteurs privés. Cette forte demande entraîne, semble-t-il, une augmentation des taux d'intérêt. A la limite, cette critique s'inscrit parfaitement dans la théorie monétariste de l'économiste Milton Friedman qui prétend que l'augmentation des dépenses ou la réduction des impôts ne stimulent pas l'économie et que les gouvernements doivent plutôt se soucier de la masse monétaire.

Il ajoute:

L'autre raison est plus fondamentale. Elle est basée sur le fait que les nations, comme les magasins du coin, devraient avoir des livres équilibrés et payer leurs dettes. Ce point de vue est fondé sur le manque total de confiance dans la capacité du gouvernement de jouer son rôle d'agent économique, car il n'est pratiquement pas touché par les vagues de prospérité et de dépression.

En conclusion, je m'oppose à ce projet de loi, car nous avons en face de nous un gouvernement qui a abandonné l'idée d'un budget équilibré et qui n'est pas prêt à réparer les pots qu'il a lui-même cassés. Ainsi, à l'instar d'un grand nombre de députés, je ne peux donner au gouvernement un chèque en blanc de 19 milliards de dollars sans savoir ce qu'il en fera.

**M. Arnold Malone (Crowfoot):** Monsieur le Président, nous disons souvent le plaisir que nous avons à intervenir sur une question en particulier, mais ce n'est certainement pas vrai

### L'ajournement

dans le cas de cet autre projet de loi d'emprunt. Le gouvernement, avec l'incurie qui lui est propre, demande 19 autres milliards de dollars, 5 milliards pour cette année financière et 14 milliards qui serviront à on ne sait quoi. Le gouvernement ne nous a présenté aucun budget pour nous dire ce qu'il entendait faire de cet argent. Il nous soumet simplement une demande en nous menaçant de la clôture.

Le député de Parry Sound-Mosquito . . .

**M. Nystrom:** C'est un vrai casse-pieds.

**M. Malone:** . . . ou Parry Sound-Muskoka (M. Darling) a dit il y a un instant qu'après le règne du roi Charles, le Parlement avait pour mission de contrôler les dépenses du roi. Or, le Parlement n'a plus aucune maîtrise sur les finances du pays. On nous menace de la clôture pour emprunter de l'argent et pour en dépenser.

Puisque Votre Honneur est sur le point d'intervenir, puis-je signaler qu'il est 18 heures et poursuivre demain?

• (1800)

## MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE ZIMBABWE—LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord):** Monsieur le Président, les Canadiens ont misé beaucoup sur le succès de l'expérience en démocratie au Zimbabwe. Si nous revenons deux ans ou plus en arrière, à l'accord de Lancaster House, nous nous rappellerons que le Canada, ainsi que beaucoup d'autres nations du monde, ont souhaité à ce pays bonne chance dans son expérience en démocratie, au terme d'une longue lutte d'indépendance. Pour nous, Canadiens, le maintien au pouvoir d'une minorité était contraire à nos principes de gouvernement représentatif. Nous avons, par conséquent, investi dans cette transition d'un pouvoir exercé par une minorité à un pouvoir issu de la majorité. Nous avons investi en envoyant d'éminents représentants surveiller les élections. M. Gordon Fairweather, par exemple, le président de notre Commission des droits de la personne. Il a rapporté à son retour que, dans la mesure où il pouvait en juger, les élections s'étaient bien déroulées, compte tenu d'une situation relativement volatile. Il était convaincu que les élections elles-mêmes avaient été démocratiques. Comme l'indiquent les titres de cette époque, M. Fairweather, à son retour, a réclamé instamment une aide rapide pour le Zimbabwe. Cette aide a été accordée. Les promesses d'aide ont atteint quelque 1.3 milliards de dollars, dont une partie a été donnée par le Canada. Certains estimaient sans doute que ce n'était pas suffisant. A cette époque, nous avons promis au moins 60 millions de dollars, mais il y eu également d'autres formes d'aide.